

# L'Humanité

142, Rue Montmartre — PARIS  
Télégraphe : HUMANITÉ-PARIS.  
Téléphone : GUTENBERG 02-69.

5c

JOURNAL SOCIALISTE

Fondateur : JEAN JAURÈS

ABONNEMENTS (sans frais dans tous les bureaux de poste)  
1 an 6 mois 3 mois  
Seine et Seine-et-Oise... 18 fr. 9 fr. 4 50  
Départements et Colonies. 21 » 10 50 5 25  
Étranger (Union postale). 31 » 16 50 9 »

## Contre la Crise alimentaire

Pour l'alimentation de l'armée et de l'arrière, nous en sommes venus aux mois les plus pénibles, aux mois de la soudure. En ce moment, les récoltes de l'an dernier vont à leur épuisement, et celles qui sont confiées à la terre ne seront pas portées sur le marché avant plusieurs semaines. Aussi est-ce maintenant, surtout qu'apparaissent les néfastes effets de notre inaptitude française à la prévision, à l'organisation, à l'effort collectif simple et soutenu !

Il eût fallu d'abord produire en grand avec un plan d'ensemble, avec un machinisme approprié sur les terres abandonnées dont notre groupe socialiste a réclamé la réquisition il y a deux ans. Qui ne se rappelle avec amertume les pauvres arguments alors apportés par M. Méline et par le Temps ? Qui ne se rappelle l'hostilité systématique de certains sénateurs qui entraînent l'assemblée tout entière ?

On a laissé faire, selon les procédés du temps de paix ; mais malgré les efforts vraiment admirables de la paysannerie française, le résultat a été largement insuffisant. Les propositions de Clémentel en décembre dernier et auxquelles nous avons tous applaudi sont venues trop tard ; et aujourd'hui le mal est si profond que d'aucuns le disent, pour cette année du moins, sans remède. Au nouveau ministre de l'Agriculture d'agir d'urgence pour faire mentir ce pronostic. Il est certain qu'avec des hommes, du matériel, des engrais et des semences on peut, à cette heure encore, faire sortir du sol de France pour la récolte de cet automne, d'importantes quantités d'aliments. Il y faut seulement de la méthode, de l'ordre et l'abandon de certaines conceptions étroites sur la propriété.

Au reste, on a constaté jusqu'à présent, dans la répartition des denrées, la même incoordination et le même désordre que dans leur production. Ici encore on n'a pas osé rompre délibérément avec les usages mercantiles du temps de paix ; on a pris que des demi-mesures ; on a eu peur de porter atteinte à certaines théories dépassées par les faits et à certains intérêts ; on a marché d'un pas hésitant et incertain. Il eût fallu organiser la vente et la distribution des denrées alimentaires par des organes appropriés, à des prix fixés, et cela pour tous les objets essentiels de l'alimentation.

On a réquisitionné le blé, la betterave à sucre et c'était bien. Le cultivateur recevait un prix raisonnable et le consommateur, protégé par l'Etat, n'était pas rançonné. Mais pourquoi s'être arrêté là ? Sans doute y avait-il difficulté à généraliser la réquisition ! Mais cependant cette généralisation était nécessaire, et elle eût empêché bien des enrichissements, scandaleux toujours, odieux par ces temps de calamités.

On a taxé au hasard, par régions, par départements, par villes, tantôt à la production, tantôt à la vente. L'inefficacité de l'opération a été presque absolue ; et l'administration elle-même, après avoir fixé un prix de taxe, était la première à y contrevenir pour ses propres achats. M. Viollette est opposé à un pareil système ; il le dit impraticable et inopérant. Et il ajoute : « Je préfère les ventes municipales » !

Soit, mais où sont-elles pratiquées en grand et où ont-elles produit leurs bien-faisants effets ? En France, dans quelques villes et pour un petit nombre d'articles de consommation. A Paris, c'est toute une organisation à développer avec l'aide des coopératives. L'exemple nous est donné à l'étranger, et il est bon de rappeler ici celui que fournit la municipalité de Rome.

Elle est conservatrice, comme chacun sait, et dirigée par le prince Colonna. Gela n'empêche pas que depuis la guerre la ville de Rome s'est établie mar-

chande de lait, qu'elle en fournit la moitié de la ville et aspire à en détenir la répartition totale. Elle vend quotidiennement dans 15 boucheries pour 25.000 francs de viande fraîche et de charcuterie. Elle possède 75 épiceries où il y a foule. Elle vend 100.000 œufs par jour. A ce régime, elle a fait descendre le prix de la vie à Rome et elle fait des bénéfices qui lui servent à étendre ses opérations commerciales.

Pendant ce temps, nos grands journaux et nos directeurs d'opinion, par peur de heurter les idées reçues et les intérêts s'interposent pour que chez nous on s'en tienne aux anciennes formes impuissantes de répartition.

Nous demanderons aujourd'hui à M. Viollette quelles sont ses intentions.

Par quelques exemples, il est facile de montrer comment, dans le désordre présent, la spéculation a beau jeu pour exploiter le producteur et le consommateur. Nous exigerons des sanctions contre les fautes précises et démontrées, et pour éviter qu'à l'avenir les denrées alimentaires n'atteignent des prix prohibitifs, ou même qu'elles ne puissent parvenir jusqu'au consommateur, le ministre du ravitaillement nous dira s'il a un plan d'action et lequel ; il est à notre situation alimentaire présente des causes profondes qui tiennent à l'état de guerre lui-même et nul n'en est responsable. Mais au moins écartons résolument les raisons de paresse et de grossier mercantilisme qui sont venues aggraver lourdement notre situation critique.

Marcel CACHIN.

## Inghels interné en Allemagne

Il a été condamné par l'ennemi à trois ans de prison

Notre camarade Inghels, député du Nord, qui était resté à Tourcoing, vient de faire parvenir de ses nouvelles.

Inghels se trouve actuellement interné à Coblenz, où il a été transféré depuis le mois de décembre dernier. A cette époque, il fut traduit devant un conseil de guerre, pour s'être opposé aux mesures de déportation effectuées à Tourcoing, et fut condamné à trois ans de prison.

Une carte, qu'il a envoyée à la date du 16 février dernier et qui vient seulement de parvenir au citoyen Jules Guesde, fait connaître le lieu de son internement. Inghels donnait d'autres détails, que la censure allemande a « caviardé » impitoyablement.

## Un journal socialdémocrate de l'opposition interdit

Frontière suisse, 24 mars. — (D'un collaborateur particulier.) — Le Generalanzeiger pour le duché de Gotha a été interdit, par les autorités militaires, jusqu'à nouvel ordre. Le Generalanzeiger portait autrefois comme titre le nom : Gothaer Volksblatt et fut le premier journal socialdémocrate en Allemagne, où les tendances d'opposition se soient manifestées depuis le commencement de la guerre. Il fut aussi le premier journal suspendu. Après avoir été interdit deux fois, en 1914 et 1915, il dut paraître sous un autre nom, avec de nouveaux rédacteurs. C'est le vieux député Buck, appartenant à l'opposition, qui avait pris la direction du journal en main. — Homo.

## LES SOCIALISTES AU COMBAT

403° LISTE

### NOS BLESSES

Gentil. De la section socialiste de Neuville-lès-Dieppe.

Greivelding, blessé dans la Somme, croix de guerre. De la section socialiste de Levallois-Perret.

Frédéric Ibos, fils du citoyen Pierre Ibos, ancien trésorier de la section socialiste de Levallois-Perret.

Albert De Paolis, blessé le 15 décembre 1916 devant Verdun. De la 13° section socialiste de la Seine.

## NOTRE AVANCE SE POURSUIT AU SUD DE L'OISE

### OCCUPATION DE FOLEMBRAY ET DE LA FEUILLEE

#### Autres progrès dans la région de Vrégny

14 HEURES. — ENTRE LA SÔMME ET L'OISE, pendant la nuit, LES ALLEMANDS ONT RENOUVELÉ A PLUSIEURS REPRISES LEURS ATTAQUES SUR LE FRONT ESSIGNY-BENAY. TOUTES CES TENTATIVES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES par nos feux ou repoussées par nos contre-attaques. Des pertes sérieuses ont été infligées à l'ennemi. NOUS AVONS INTEGRALEMENT MAINTENU LES POSITIONS CONQUISES hier.

AU SUD DE L'OISE, NOTRE AVANCE S'EST POURSUIVIE, en dépit de l'état du terrain et du mauvais temps. NOUS AVONS POUSSÉ nos patrouilles AU DELA DE FOLEMBRAY, AU SUD DE LA BASSE FORET DE COUCY.

Au nord de Reims, le tir de nos batteries a fait sauter un dépôt de munitions ennemi à l'est de la ferme du Godat. Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES. — Au nord de la Somme pas de changements essentiels. Entre la Somme et l'Oise notre artillerie a dispersé des rassemblements ennemis entre Benay et Urville.

AU SUD DE L'OISE NOUS AVONS REALISÉ D'IMPORTANTES PROGRES DANS LA BASSE FORET DE COUCY malgré les difficultés de terrain et la vive résistance de l'ennemi. NOS TROUPES ONT OCCUPÉ FOLEMBRAY ET LA FEUILLEE.

AU NORD DE SOISSONS NOUS AVONS EGALEMENT PROGRESSE DANS LA REGION DE VREGNY.

Rien à signaler sur le reste du front.

Depuis la prise du village de Castres et à l'est de ce village, d'une hauteur de 121 mètres qui domine le pays, les Allemands ont été refoulés à une lieue de Saint-Quentin.

Voyant le péril de la manœuvre débordante que nos troupes dessinent de ce côté-là et la menace du saillant tendu vers leurs lignes, l'ennemi a multiplié les contre-attaques, mais sans succès. Les mêmes efforts faits par lui plus bas contre notre droite opérant la même manœuvre débordante dans la région d'Essigny-le-Grand-Bernay, n'ont pas eu de meilleurs résultats.

Au sud de l'Oise nos troupes ont fait aussi de nouveaux progrès. Dépassant la ligne de l'Ailette, elles se sont emparées du village de Follembroy, situé à la lisière méridionale

de la basse forêt de Coucy, et ont poussé au delà de ce village et du chemin de fer de Saint-Quentin à Soissons, menaçant sur leur droite la position allemande de Coucy-la-Ville.

Nos troupes ont également occupé au sud de Follembroy et sur la même voie ferrée, presque en face de Coucy-la-Ville, le village de la Feuillée.

A l'autre extrémité du champ de bataille, les Anglais tiennent bon sur la route de Bapaume à Cambrai. Mais il semble que dans cette région ils aient devant eux des forces considérables, destinées à défendre à outrance le pivot de la manœuvre allemande. Les deux fronts ont, dans cette région, une tendance à se fixer.

## L'arsenal de Roanne

Toute une agitation de presse vient de prendre naissance autour d'un récent rapport de M. Milliès-Lacroix, sénateur, sur l'Arsenal de Roanne.

De l'Heure à la Libre Parole on s'excite pour démontrer que « cent cinquante millions viennent d'être jetés à l'eau », que « les bâtiments dudit arsenal sont à peine sortis de terre », qu'on a dû successivement abandonner l'idée, qui était à l'origine, de fabriquer une grande quantité d'obus et des canons, comme l'idée de la construction d'une cité ouvrière annexée à l'arsenal et faire de l'arsenal projeté un simple entrepôt.

Le moins qu'on puisse dire est que tout cela paraît fort inexact, et nous attendons la réponse du ministre de l'Armement à ces allégations tendancieuses. Même on pourra regretter que le rapport de M. Milliès-Lacroix, qui ne se proposait sans doute que d'obtenir les régularisations de comptabilité ait pu donner aliment à de telles formes de polémique et à de telles manœuvres de politique.

Qu'est-ce que l'Arsenal de Roanne ?

C'est une entreprise de construction et d'exploitation en régie pour fabrication du matériel de guerre, dont Albert Thomas a poussé la réalisation depuis le mois d'octobre dernier, avec cet esprit de décision et de hardiesse qui lui a permis depuis deux ans de rétablir d'abord, de fortifier ensuite notre production de guerre jusqu'au point où elle est aujourd'hui.

Plutôt que de le paralyser, il faudrait le pousser, l'aider dans une telle tâche comme il eût mieux valu l'aider à rompre les résistances trop longtemps opposées à l'exploitation des minerais de Normandie... car nous sommes en guerre. Quoi qu'il en soit, l'affaire de l'Arse-

nal de Roanne, puisque affaire il y a, mérite d'être suivie par nos lecteurs et nous en reparlerons. Mais il fallait noter tout de suite le caractère particulier qu'on cherche à lui donner.

L'Heure, par exemple, sous la signature de M. Maurice Reynaud, n'en prend elle pas prétexte pour demander que des mesures disciplinaires soient prises contre ceux que notre collègue appelle les meneurs dangereux des établissements de guerre.

Ah ! le beau langage républicain que voilà et légitimé par quoi ? je le demande. Même s'il y a, ici ou là, des effervescences, des réclamations trop souvent provoquées encore par certaines résistances patronales à des salaires correspondant aux difficultés de vivre, pense-t-on que c'est par des mesures de brutalité que ces conflits pourront être résolus ? Et s'il s'agit d'autre chose voudrait-on appliquer ici les méthodes du kaiser ou du tsar déchu ?

Nous savons bien qu'il y a encore des cervelles dont le rêve n'est que d'autorité. Ceux qui pensent ainsi ont encore réclamé récemment du ministre de l'Intérieur des perquisitions, des poursuites. Mais c'est à l'honneur du gouvernement d'alors de ne pas s'être laissé entraîner à de telles mesures. C'est aussi à l'honneur d'Albert Thomas de chercher à résoudre les difficultés par la raison et la persuasion, comme c'est à son honneur de ne pas négliger dans la solution des problèmes industriels des recherches d'amélioration sociale, condition suprême de l'attachement à la patrie. L'Arsenal de Roanne est un de ces problèmes industriels en même temps qu'il est une œuvre ardente de Défense nationale. Faudra-t-il que cette fois encore la réaction puisse se couvrir de l'étiquette républicaine pour salir l'effort des hommes les plus probes et des ouvriers actifs dans cette Défense nationale ?

Pierre RENAUD.